

CAPITAL-
INVESTISSEMENT

Les fonds de la région « Méda », regroupant onze pays méditerranéens partenaires de l'Union européenne, ont levé plus d'argent ces trois dernières années qu'en quinze ans, selon une étude dévoilée aujourd'hui à l'Euromed Capital Forum.

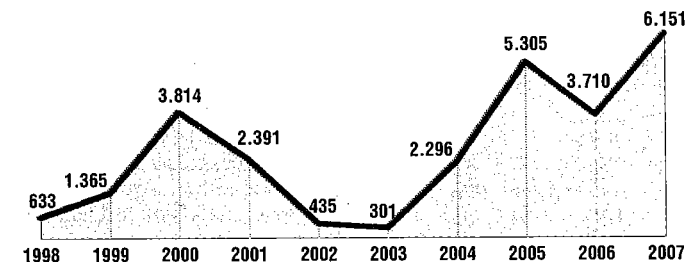
L'activité du capital-investissement décolle dans le bassin méditerranéen

La Chine, l'Inde : l'Asie exerce un attrait croissant sur les fonds occidentaux. Pourtant, une autre région du monde beaucoup plus proche connaît un véritable décollage du capital-investissement : le bassin méditerranéen. Les fonds de la région « Méda », regroupant les onze pays méditerranéens partenaires de l'Union européenne (1) plus la Libye, ont en effet levé plus d'argent sur les trois dernières années – soit 16,8 milliards de dollars de 2005 à 2007 – que pendant les quinze années précédentes (14 milliards de dollars entre 1990 et 2004), selon une étude dévoilée aujourd'hui à Tunis au Forum euroméditerranéen du capital-investissement Euromed Capital. Sur la période 2005-2007, ces capitaux représentent 9 % du total des investissements directs étrangers dans la région Méda.

Réalisée par Anima, le réseau euroméditerranéen des agences de promotion des investissements, cette étude est la première à dresser un panorama fouillé des 320 fonds de capital-investissement actifs sur cette zone. Elle révèle une structure régionale « en pleine mutation ». Si Israël,

Le capital-investissement dans le bassin méditerranéen

Montants levés par année dans les 11 pays de la région « Méda », en millions de dollars



« Les Echos » / Source : Anima

pionnier du capital-risque dans la région, représente toujours 55 % des capitaux avec 181 fonds, la part des autres pays – 139 fonds dont plus des deux tiers lancés depuis moins de trois ans – « augmente rapidement ». « Si l'on met Israël de côté, il n'y avait pour ainsi dire pas de capital-investissement en Méda jusqu'aux années 2000 », rappellent les auteurs.

Tendance aux grands fonds

Environ 30 % des 31 milliards de dollars de capitaux injectés depuis 1990 ont été investis (ou sont destinés à l'être) dans tous les pays du bassin méditerranéen, auxquels s'ajoutent 8 % plus spécifiquement

destinés au Maghreb, 4 % à la Turquie, et 3 % au Machreck (Égypte, Irak, péninsule arabique). Les premiers à en avoir profité sont le Maroc (18 fonds actifs gérant 846 millions de dollars), l'Égypte (10 fonds et 611 millions de dollars) et la Turquie (9 fonds et 1,2 milliard de dollars). Anima identifie un second groupe de pays où les activités de capital-investissement « demeurent limitées » mais les perspectives « prometteuses » : la Jordanie et le Liban. En termes de stade d'investissement, Anima constate une « dichotomie claire entre Israël et les autres pays Méda », le premier concentrant le capital-risque, alors que les seconds détiennent la majo-

rité du capital-développement et des LBO.

L'étude pointe aussi quelques points noirs. D'abord, une tendance aux « mégafonds », qui visent plus le financement de projets (immobilier, tourisme) que celui des petites et moyennes entreprises. Corollaire, le ticket moyen d'investissement des fonds (7,4 millions de dollars) est jugé « trop élevé » pour les PME locales, d'où un manque d'offre en fonds propres pour les sociétés jeunes. L'étude observe aussi une hégémonie grandissante des fonds du Golfe (45 fonds et 6,8 milliards de dollars de capitaux), alors que l'Europe est « à la traîne » comme pourvoyeuse de capitaux (seulement 3 %). Enfin, la majorité des fonds étant récents, « il est encore trop tôt pour juger du succès ou de l'échec » en termes de retour sur investissement, note l'étude. Mais le taux de rendement interne attendu est ambitieux : 21 % en moyenne.

L. F.

(1) Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie.

➤ Retrouvez l'étude d'Anima sur www.lesechos.fr/documents